

Prologue

Pourquoi le *Webfare* ?

Le *Webfare* est une forme de *Welfare*¹ numérique² dont l'ambition est d'amorcer une révolution copernicienne qui mette au centre de la société le besoin plutôt que le mérite. Le besoin est ce qui rend les êtres humains égaux, avec une force équivalente mais inverse à celle par quoi le mérite les distingue. Si le mérite relève en effet de choix controversés et repose le plus souvent sur des critères évanescents, nul doute, en revanche, que celui qui a soif a soif et que celui qui a faim a faim ; car tout être humain, comme tout organisme, doit composer avec l'empire du métabolisme. Né comme une dimension organique, le besoin possède, cependant, l'extraordinaire capacité d'évoluer et de se raffiner. Il peut se muer en désir, en volonté, en intention ou en goût et modeler, par suite, le caractère de tout un chacun. Mais ce qui est plus important encore, c'est qu'il introduit, de la sorte, le seul infini dont un être fini soit capable. Car il est incontestable que, si même les plus sublimes mérites sont soumis à la limitation et à la finitude, le besoin et la volonté constituent, chez l'être humain, ce qui est infini et insatiable : ils ne prennent fin qu'à l'instant où la vie cesse.

La consommation (qu'il ne faut pas confondre avec le « consumérisme ») est la manière spécifique dont le métabolisme s'inscrit à l'intérieur de la forme humaine de la vie. Or, dans une société qui mise sur la production, le principe voulant que chacun doive participer selon ses capacités et recevoir selon ses nécessités³ fera inmanquablement pencher la balance en faveur des capacités : et, dans le meilleur des cas, les besoins y seront pris en charge par des organismes caritatifs. C'est précisément

la combinaison de l'antique nature démocratique de la consommation, et donc du besoin, avec sa très moderne productivité qui entraîne un changement radical dans notre façon de voir le monde. Car aussi longtemps que les capacités furent distinguées des besoins, ces derniers ont toujours été relégués au second plan. Mais, dans un monde où la production s'automatise toujours plus, les besoins – tout à la fois parce qu'ils ne sauraient être automatisés et qu'ils constituent le but ultime de la production – deviennent absolument déterminants, jusqu'à s'imposer comme la seule chose qui importe réellement. Ainsi, au moment où le Web semble s'intéresser à ce qu'à tort ou à raison, nous désirons, plutôt qu'à ce que nous faisons en tant que porteurs de forces, d'intelligences et de capacités, la priorité donnée aux besoins devient, non pas « l'optatif du cœur⁴ », mais bel et bien la loi économique fondamentale.

Au fondement du *Welfare* du xx^e siècle, l'idée qui permit aux gauches de socialiser la plus-value du capital industriel fut de considérer l'épargne et l'investissement comme l'avvers et l'envers d'une même médaille. Lorsque nous envisageons le capital comme un tout, nous sommes amenés à dépasser la croyance moralisatrice voulant que les gens qui mettent de l'argent à la banque soient récompensés parce qu'ils épargnent. Les choses ne se passent pas ainsi : les déposants se voient récompensés parce qu'ils rendent de l'argent disponible pour de l'investissement et que, ce faisant, ils soutiennent une consommation à long terme qui demeure le but ultime de toute production de biens. Or l'investissement représentait la voie royale pour atteindre à ce qui constituait l'objectif fondamental du *Welfare* à une époque où l'automatisation était encore imparfaite, à savoir : l'obtention du plein-emploi. Pour que cela se produise, « les individus insouciants de demain sont absolument indispensables pour fournir une raison d'être aux sérieux et aux pondérés d'aujourd'hui⁵ ». Ce qui revient à dire que l'on épargne aujourd'hui seulement pour mieux dépenser demain, et

qu'une épargne sans dépense n'aurait aucun sens. Si je cache de l'argent dans mon matelas et que l'on retrouve ce matelas des siècles plus tard, il n'y sera jamais allé d'un acte de capitalisation, mais bien plutôt d'une manière peu conventionnelle de rembourrer un matelas. De la même façon, dans le *Webfare* du *xxi*^e siècle, il s'agira de considérer la consommation et la production comme les deux faces d'une même réalité. Nous produisons en vue d'une consommation future ; et les seuls animaux qui soient véritablement capables de consommer, ce sont les animaux humains.

La possibilité de créer une valeur nouvelle constitue précisément le trait distinguant le *Webfare* du *Welfare*. Ce dernier impliquait la répartition la plus équitable qui soit de la valeur existante ; il devait donc opérer des choix douloureux (en faveur des soins de santé, ou bien de l'aide sociale ?). Et, par ailleurs, il ne pouvait sur le long terme nous prémunir contre des formes de « rétablissement de l'égalité » telles que les guerres où, faute de partager l'abondance, les êtres humains deviennent égaux dans le dénuement. Ce n'est pas en éliminant les armes que l'on arrêtera les guerres, en effet. Soutenir qu'il suffirait, par exemple, d'investir les 2 % du PIB mondial en réduisant les dépenses militaires pour résoudre la crise environnementale, c'est proposer une option erronée, tant pour des raisons de fait que pour des raisons de droit. Ce n'est pas faisable en pratique, et par conséquent ce n'est pas une solution : car si je ne doute pas une seconde que nous préférerions tous voir la guerre disparaître du théâtre des affaires humaines, je doute fort en revanche que ce souhait ait la moindre influence sur le cours du monde. Et, quand bien même l'humanité se désarmerait en un fait unique de l'histoire, se mettant ainsi à la merci de la brute de service, il s'agirait d'une solution régressive d'un point de vue légal, parce qu'elle aurait une incidence sur la valeur existante (qui est certes une valeur moralement problématique, mais qui n'en est pas moins une valeur), au lieu d'en créer une nouvelle. Le

Webfare peut, en revanche, compter sur un capital qui n'existait pas il y a une vingtaine d'années, quoique son contenu, la variété des formes de la vie humaine, soit aussi vieux que l'humanité. Depuis des temps immémoriaux, les êtres humains concluent des accords, consomment des biens et cultivent des intérêts, manifestant par là des formes de vie spécifiques ; mais depuis maintenant une paire de décennies, ces formes de vie se cristallisent automatiquement en se transformant en données, lesquelles ne sont pas le simple reflet des besoins, des pensées ou des comportements de l'humanité, mais engendrent un nouveau territoire autonome, riche et prometteur.

Notes

1. Nous aurions certes pu traduire le terme « *Welfare* » par « bien-être » – ce qui eût été légitime, puisqu'il dérive du vieil anglais « *wel faran* », signifiant précisément « bien-être » –, mais nous nous sommes finalement résolus à le laisser tel quel ; car il désigne à l'évidence, dans ce livre, une réalité tout à la fois politique, économique et juridique plus large et, en même temps, plus précise que ce que l'on entend communément par « bien-être » : il y va, en effet, d'un programme de politique publique visant à assurer ce bien-être à l'ensemble des citoyens – y compris aux plus vulnérables d'entre eux –, en prenant en compte leur bien-être

physique et matériel, et donc leur santé, les conditions sous lesquelles il leur est possible de maintenir un niveau de vie décent, voire de réussir économiquement et, enfin, une certaine idée du bonheur. Un tel programme se proposant de favoriser l'équité sociale pour mieux garantir la cohésion de la société, il requiert tout un ensemble de mesures ainsi qu'un certain nombre de dispositifs légaux qu'un État met en place afin de combattre ou, à tout le moins, de réduire les inégalités – jouant ainsi le rôle d'un *Welfare State*, ou État-providence. Cela implique une série d'aides sociales distribuées en faveur des populations défavorisées sous forme d'argent ou de produits de première nécessité – telles que l'aide au logement, la couverture maladie, ou des bourses d'études – mais encore des allocations ciblées, comme l'allocation-chômage. Le *Webfare* que l'auteur de ce livre appelle de ses vœux se présente comme une version mise à jour de ce *Welfare*, tirant parti du nouveau type de valeur que l'humanité peut produire à l'époque de la « mobilisation totale » dominée par les technologies du numérique, qui sont avant tout des technologies d'enregistrement [N.D.T.].

2. Nous oscillons dans cette traduction entre les termes « numérique » et « digital », bien conscients du fait que ce dernier est un anglicisme auquel il conviendrait de préférer le premier, mais également soucieux d'évoquer le latin *digitus* – qui signifie « doigt » et dont dérive l'adjectif « digital » – dans un contexte sémiotique se référant à ce que Maurizio Ferraris désigne sous l'acronyme d'ARMI – pour Appareils de registration et de mobilisation de l'intentionnalité aux réalités de notre environnement numérique –, avec quoi nous avons un rapport de moins en moins exclusivement visuel et toujours plus tactile. Cf. FERRARIS Maurizio, *La Mobilisation totale* [2015], trad. fr. M. Orcel, Paris, Presses universitaires de France, 2016 [N.D.T.].
3. « De chacun selon ses moyens [des variantes disent “possibilités”, ou encore “facultés”], à chacun selon ses besoins », est un adage résumant grossièrement les principes d'une société communiste, qui connaît une fortune particulière au temps du socialisme utopique. Il fut repris et popularisé par la *Critique du programme de Gotha* de Karl Marx, écrit en 1875 et publié en 1891. En 1946, la Sécurité sociale en France en fit son principe [N.D.T.].
4. Cette expression constitue un emprunt à Ludwig Feuerbach, lequel écrivait, dans *L'Essence du christianisme* [1841], (I^{re} partie, chap. XIII, « Le mystère de la prière ») que « Dieu est l'*optatif* du cœur changé en un *présent* heureux, la force irrésistible du sentiment, la prière s'entendant, s'exauçant elle-même, l'écho de nos gémissements, de nos cris de douleur » [N.D.T.].
5. « [...] les satisfactions de demain sont absolument indispensables, pour fournir une raison d'être aux privations d'aujourd'hui », KEYNES John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. fr. Jean de Largentaye, Paris, Payot, 1942 [éd. originale : *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Londres, Macmillan, 1936], p. 123.

